

Visite d'une délégation d'élus de l'État de Washington

Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec les États-Unis (DANRÉU)

Québec

13 mai 2026

Délégation québécoise

- M^{me} Marie-Belle Gendron (Châteauguay), représentante de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ) au comité exécutif du Council of State Governments (CSG), du CSG East et du Caucus législatif des Grands Lacs et du Saint-Laurent
- M^{me} Désirée McGraw (Notre-Dame-de-Grâce), vice-présidente de la DANRÉU et représentante de l'ANQ au sein du comité exécutif du CSG East.


Contexte

L'Assemblée nationale a été contactée par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) ainsi que par la Délégation du Québec à Seattle, lesquels coordonnaient la visite au Québec d'une délégation d'acteurs institutionnels et politiques de l'État de Washington (Seattle/King County), du 11 au 13 mai 2026.

Dans ce contexte, M^{me} Claudia Balducci, élue au Conseil du comté de King, sollicitait une rencontre de travail avec des parlementaires québécois afin d'échanger sur des enjeux communs liés au transport collectif, à la mobilité durable et aux grands projets d'infrastructure.

Objectifs et résultats

Objectifs

- 
- Permettre un échange de bonnes pratiques entre élus québécois et américains sur la planification et le financement des infrastructures de transport collectif.
 - Présenter l'expérience québécoise en matière de mobilité durable, d'acceptabilité sociale et de gouvernance des grands projets.
 - Approfondir les échanges sur le financement public et les approches partenariales (PPP), notamment dans un contexte de hausse des coûts et d'inflation.

Résultats

Les discussions ont principalement porté sur les défis liés à l'expansion du réseau de transport collectif dans l'État de Washington, notamment un vaste projet d'extension du métro léger visant à faire passer le nombre de stations d'environ 50 à plus du double. Bien que les électeurs aient approuvé le projet par référendum en 2016, celui-ci fait face à un manque de financement important. Le modèle de financement repose principalement sur des contributions locales, des appuis fédéraux, des appels de subventions ainsi que des emprunts partiels.

Des échanges ont également eu lieu sur :

- L'impact de la résistance citoyenne sur l'échéancier des projets,
- Les différences de participation publique et de climat politique autour des projets de transport collectif;
- Les défis d'électrification des transports, jugés difficilement atteignables dans le contexte actuel;
- La forte variation de densité sur le territoire (centres urbains denses versus zones rurales et montagneuses);
- Les outils de financement envisagés (taxe sur l'essence, redevances d'utilisation, péages, contribution des véhicules électriques, relèvement des plafonds d'endettement);
- L'intérêt pour des modèles inspirés du Québec, notamment la Caisse de dépôt et de placement du Québec (CDPQ).



Suivi

Au besoin, des informations complémentaires pourront être transmises aux élus de l'État de Washington à la suite de la rencontre, notamment afin de répondre à leurs questions et de soutenir la poursuite des échanges sur les enjeux abordés.